

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

---

## Informations du Guatemala

4° année / N°196

Du 8 au 14 novembre 1986

### POLITIQUE

Une enseignante accuse l'Armée de sa séquestration  
Le Gouvernement porte la responsabilité d'assassinats et d'enlèvements

Le Gouvernement récuse la version de la séquestrée  
Des guatémaltèques sont entraînés pour la "contra"  
Cerezo tente de tromper l'opinion publique  
L'assemblée générale de l'OEA a commencé  
L'épouse du président Cerezo visite des camps de réfugiés  
ACNUR et COMAR : Le retour sera volontaire  
Les conditions pour le retour des réfugiés n'existent pas

### CONTRE-INSURRECTION

Des changements dans la police nationale

### INSURRECTION

L'EGP dément les déclarations du président Cerezo  
L'Armée perd sept hommes dans une embuscade  
Harcèlements dans le Peten

### MOUVEMENT POPULAIRE

Des paysans du nord marcheront sur la capitale  
Les travailleurs municipaux ont commencé la grève  
Les enseignants dénoncent la "vague croissante de répression"

### DROITS DE L'HOMME

Selon la CDHG, la situation n'a pas changé  
Manifestation du GAM devant l'assemblée de l'OEA



4° P. 12315

## POLITIQUE

### UNE ENSEIGNANTE ACCUSE L'ARMEE DE SA SEQUESTRATION

La professeur Dinorah Martinez, libérée le 6 novembre après avoir été séquestrée pendant trois jours, a accusé l'Armée, à l'occasion d'une conférence de presse donnée le 7 novembre, de l'avoir arrêtée illégalement et maintenue captive dans la zone militaire du département oriental de Jutiapa.

L'enseignante a assuré que pendant sa captivité elle a pu entendre clairement le son de clairons et de tambours et voir une grande quantité de soldats.

Des organes de presse ont signalé que la manière dont a été "libérée" la professeur Martinez semble "suspecte" dans la mesure où la Police Nationale a été incapable de capturer un seul de ses éventuels geoliers au moment de l'action qui a eu lieu à un détour de la route qui conduit de Jutiapa à la ville de Guatemala.

### LE GOUVERNEMENT PORTE LA RESPONSABILITE D'ASSASSINATS ET D'ENLEVEMENTS

Le 9 novembre, le Groupe d'Appui Mutuel (GAM) et la professeur Dinorah Martinez, au cours d'une réunion avec le président de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme de l'Organisation des Etats Américains, Luis Siles Salinas, ont dénoncé la responsabilité du Gouvernement dans l'enlèvement et l'assassinat du jeune Cesar Barrera Zermeño, de 22 ans, que l'enseignante assure avoir vu le 5 novembre prisonnier dans la prison secrète de la zone militaire de Jutiapa. Selon l'accusation, Barrera Zermeño, employé de la municipalité de Jutiapa, avait été enlevé dans cette localité par des effectifs militaires, et son cadavre avait été retrouvé sur la route le 9 novembre portant des traces de tortures et criblé de balles.

La professeur Martinez a également assuré devant la CIDH que dans son lieu de détention se trouvaient, outre le jeune Barrera Zermeño, quatre autres personnes qu'elle n'a pu identifier.

### LE GOUVERNEMENT RECUSE LA VERSION DE LA SEQUESTREE

Le ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil Peralta a déclaré le 7 novembre que les affirmations de la professeur Martinez

à propos de son enlèvement "semblent représenter un intérêt politique dirigé par les opposants au Gouvernement afin de profiter de l'assemblée de l'OEA", qui a commencé ses travaux à Guatemala le 10 novembre.

Pour sa part, le porte-parole de l'Armée, Fernando Cifuentes, a fait un appel aux citoyens, le 7 novembre, afin qu'ils n'utilisent pas d'effets de style militaire "pour semer le doute dans la population", ceci après que l'enseignante eut déclaré avoir vu des soldats sur le lieu de sa captivité.

#### DES GUATEMALTEQUES SONT ENTRAINEES POUR LA "CONTRA"

Le 6 novembre, Rudy Fuentes, dirigeant du Mouvement de Libération Nationale (MLN) d'extrême droite, a annoncé que des citoyens guatémaltèques, dont le nombre pourrait voisiner les 3.000, seraient entraînés afin de combattre aux côtés des forces contre-révolutionnaires nicaraguayennes.

En outre, le Parti Guatémaltèque du Travail (PGT) a dénoncé le fait qu'en accord avec l'Agence Centrale d'Intelligence des Etats Unis (CIA) des officiers de l'armée guatémaltèque entraînent des contre-révolutionnaires nicaraguayens dans les plantations agricoles du département nord-oriental d'Izabal. L'accusation, diffusée le 10 novembre, affirme que la "Contra" nicaraguayenne utilise un avion DC-123, immatriculé TGBI de la Force Aérienne Guatémaltèque (FAG) pour des tâches d'approvisionnement, et que des dirigeants politiques et des membres du secteur privé guatémaltèque ont organisé un réseau de soutien logistique aux antisandinistes.

#### CEREZO TENTE DE TROMPER L'OPINION PUBLIQUE

Au Guatemala la répression n'a fait que changer de forme, affirme un communiqué du Comité d'Unité Paysanne (CUC) diffusé le 5 novembre. Le document signale que le président Vinicio Cerezo cherche à créer une situation de confusion aux niveaux national et international "afin de dévier l'attention et la solidarité de la lutte de notre peuple".

Depuis que le démocrate-chrétien Cerezo a occupé la présidence, signale le CUC, des centaines d'assassinats et autres actes répressifs ont eu lieu, et son gouvernement se caractérise par la répression, le contrôle militaire, la faim, la misère, la famine et le manque de soins médicaux.

#### L'ASSEMBLEE DE L'OEA A COMMENCE

L'Assemblée Générale ordinaire de l'Organisation des Etats Américains (OEA) a approuvé à "l'unanimité" l'affirmation de souveraineté de l'Argentine à propos des Iles Malouines qui ont été déclarées unilatéralement zone d'exclusivité maritime par la Grande Bretagne dans un rayon de 200 milles.

Ce vote, qui a eu lieu durant la XVI<sup>e</sup> assemblée de l'Organisation qui a commencé le 10 novembre dans la ville de Guatemala, a provoqué, selon les experts, une "surprise générale" par le niveau d'unité latino-américaine exprimée sur ce thème. Le vice-chancelier Francisco Villagran de León a informé que l'agenda de la réunion compte 38 points dont les plus importants sont la crise centro-américaine, la dette extérieure de l'Amérique latine, la situation des Droits de l'Homme et le conflit des Malouines.

#### L'EPOUSE DU PRESIDENT CEREZO VISITE DES CAMPS DE REFUGIES

Raquel Blandon, épouse du président Vinicio Cerezo, est arrivée le 7 novembre dans l'état mexicain du Quintana Roo afin de visiter les camps de réfugiés Maya Baïam I et II installés dans cette région, en compagnie du gouverneur de la zone, Pedro Joaquin Coldwell.

L'épouse du président guatémaltèque, qui visitera d'autres camps situés à Campeche et dans le Chiapas, est accompagnée par le ministre du Développement, René de León Schlotter, la responsable aux affaires nord-américaines du Ministère des Affaires Etrangères, Carmen Rosas de León, et le député du département de El Quiché (dont sont originaires la plupart des réfugiés), Silverio de León.

#### ACNUR ET COMAR : LE RETOUR SERA VOLONTAIRE

Les réfugiés guatémaltèques qui se trouvent dans le Chiapas, Campeche et le Quintana Roo pourront rentrer volontairement dans leur pays quand ils jugeront que les conditions qui les ont obligés à émigrer ont changé, a affirmé, le 10 novembre, Jorge Santiesteban, représentant au Mexique du Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (ACNUR).

De son côté, l'ambassadeur Oscar González, directeur de la Commission Mexicaine d'Aide aux Réfugiés (COMAR) a signalé que les réfugiés ont exprimé leur volonté "évidente" de retourner à leurs lieux d'origine quand les conditions seront réunies pour cela.

#### LES CONDITIONS POUR LE RETOUR DES REFUGIES N'EXISTENT PAS

Des veuves réfugiées en territoire mexicain ont envoyé le 10 novembre dernier une lettre à Raquel Blandon, épouse du président Cerezo, dans laquelle elles signalent le manque de conditions favorables à leur retour au Guatemala.

"Si vous ne pouvez nous rendre ce que nous avons perdu, si vous ne pouvez nous faire justice, s'il vous plait ne nous privez pas du peu que nous avons" disait la missive des veuves, faisant allusion aux maisons, bétail et récoltes détruits par l'Armée ces dernières années.

De la même manière, les représentants de plus de 40 mille réfugiés ont manifesté à l'épouse du président Cerezo leur décision de ne pas rentrer au Guatemala par crainte d'y être assassinés, tout en exigeant le châtement pour les militaires responsables des massacres.

#### CONTRE-INSURRECTION

##### DES CHANGEMENTS DANS LA POLICE NATIONALE

Le 7 novembre dernier, le colonel Julio Enrique Caballeros, directeur général de la Police, a annoncé officiellement la destitution de cinq importants chefs de cette institution sans que les motifs n'en soient donnés.

Il s'agit de Natividad Gonzalez, chef de la Police Nationale de Huehuetenango, Gustavo Aldama, de Mazatenango, Julian Hernandez, de Coban, Juan Cifuentes, directeur de l'Ecole de Police, et Alberto Alvarado dont le poste n'a pas été spécifié.

#### INSURRECTION

##### L'EGP DEMENT LES DECLARATIONS DU PRESIDENT CEREZO

Selon un communiqué insurgé connu le 7 novembre, des unités de l'Armée Guerrillera des Pauvres (EGP) ont occupé un poste de campagne de l'Armée gouvernementale dans le département nord-occidental d'El Quiché. Dans l'action, sont morts ou ont été blessés 14 soldats dont l'officier au commandement, un sergent et trois caporaux. En outre, la guerrilla a récupéré six fusils israéliens Galil, un lance-grenades et de l'équipement militaire divers.

Le communiqué affirme que l'action rebelle a eu lieu le 1<sup>o</sup> novembre dans le village de Vicotzol, commune de Nebaj, région dans laquelle l'unité gouvernementale poursuivait et cherchait à capturer la population civile afin de la conduire de force dans des villages modèles.

L'EGP signale, par ailleurs, que le président Cerezo qui a affirmé que les militaires tués avaient été torturés, "a défiguré et travesti" cette opération afin de "trouver de toute évidence un prétexte pour fuir la proposition de possibles conversations qui lui a été faite par le Commandement Général de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque.

##### L'ARMEE PERD SEPT HOMMES DANS UNE EMBUSCADE

Un communiqué de l'EGP du 9 novembre annonce que des unités d'insurgés ont tendu une embuscade à une patrouille gouvernementale dans le département nord-occidental de Huehuetenango.

L'Armée a perdu sept hommes et deux fusils Galil ont été récupérés.

La patrouille a été surprise le 2 novembre dans la commune de Barillas, alors qu'elle effectuait des actions de harcèlement contre la population civile, indique le communiqué qui ajoute que l'unité attaquée appartenait à la 1<sup>o</sup> compagnie du 1<sup>o</sup> bataillon de la zone militaire N<sup>o</sup> 19 basée dans le chef-lieu départemental.

#### HARCELEMENTS DANS LE PETEN

Le 11 novembre, les Forces Armées Rebelles (FAR) ont informé que les forces insurgées avaient harcelé deux pelotons de l'Armée gouvernementale qui circulaient dans deux camions de type commando dans le nord du pays, et avaient causé un nombre indéfini de morts et de blessés.

L'action rebelle a eu lieu à une date récente dans la localité de La Polvora, proche des villages de Los Tulipanes et de Las Viñas, dans le département du Peten.

#### MOUVEMENT POPULAIRE

##### DES PAYSANS DU NORD MARCHERONT SUR LA CAPITALE

Des organes de presse ont annoncé, le 7 novembre dernier, que plus de 20.000 paysans du département d'Alta Verapaz, dans le nord du pays, marcheront prochainement sur la ville de Guatemala pour demander des terres.

Le député Waldemar Hidalgo a déclaré que les plus graves problèmes de la région sont le manque de terres et la basse rémunération que les grands propriétaires concèdent aux travailleurs et qui équivaut dans de nombreux cas au 8<sup>o</sup> du salaire minimum légal.

##### LES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX ONT COMMENCE LA GREVE

Les dirigeants du Syndicat Central des Travailleurs Municipaux (SCTM) ont annoncé que la totalité des employés de la municipalité de la ville de Guatemala vont se mettre en grève à partir du 11 novembre pour protester contre la politique du maire Alvaro Arzu.

Selon le SCTM, le maire de la Capitale est une personne arrogante qui ne cesse de violer les droits des travailleurs.

##### LES ENSEIGNANTS DENONCENT LA "VAGUE CROISSANTE DE REPRESSION"

Dans des déclarations diffusées le 7 novembre dernier, le secrétaire général du Syndicat des Travailleurs de l'Education du Guatemala (STEG), Eliseo Cano Acosta, a accusé publiquement les forces de sécurité des enlèvements "continuels et systématiques" qui font partie de "la vague croissante de répression impulsée par le gouvernement contre les secteurs organisés".

Le dirigeant syndical a fait savoir que depuis 1982 jusqu'à aujourd'hui, 72 enseignants avaient été séquestrés dans le pays.

#### DROITS DE L'HOMME

##### SELON LA CDHG, LA SITUATION N'A PAS CHANGE

La quantité de violations graves, systématiques, et généralisées des droits de l'Homme et des libertés fondamentales des guatémaltèques se maintient inchangée en dix mois de gouvernement civil, signale une analyse publiée le 11 novembre dernier par la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG).

Le document, titré "Rapport sur la situation des droits de l'Homme au Guatemala. Novembre 1986", indique qu'entre janvier et septembre de cette année, la CDHG a enregistré 388 exécutions extrajudiciaires et 80 disparitions forcées, tant individuelles que collectives, faits attribués aux forces de sécurité du Gouvernement.

La CDHG accuse l'Armée de poursuivre les bombardements et les attaques indiscriminés contre la population civile, comme méthode de lutte contre les insurgés. La Commission observe également que le président s'est refusé à abolir le décret qui protège les militaires impliqués dans la répression et à engager une enquête sérieuse sur le lieu où se trouvent les milliers de disparus politiques.

##### MANIFESTATION DU GAM DEVANT L'ASSEMBLEE DE L'OEA

Le GAM a organisé le 10 novembre dernier une manifestation en face d'un théâtre de la ville de Guatemala qui sert actuellement de siège à la XVI<sup>e</sup> assemblée générale de l'OEA; mais les forces policières ont empêché son entrée à l'intérieur du forum.

Les parents de disparus ont demandé la formation d'une commission mixte pour enquêter sur le sort des milliers de guatémaltèques séquestrés par les forces de sécurité.